Ondes URBAINES
Villes de France
jeudi 23 Avril 2020 - n°254

Institutions - Les maires réunis par le Président de la République
Politique de la ville - Covid 19 : annonce d'un plan pour la continuité éducative dans les quartiers prioritaires
Environnement - La majorité des collectivités maintient la collecte des déchets d'emballages
Développement durable - Élisabeth Borne maintient les priorités de transition écologique et accompagne les collectivités
Services publics - Distribution du courrier : La Poste passe à quatre tournées par semaine
Europe - L'Union européenne active l'aide d'urgence, étendue au Covid
Habitat - Les Assises Nationales du Logement sont reportées au 3 novembre
Education - Une initiative en matière de continuité éducative
International - Cités Unies France lance un appel spécial pour le collectivités africaines face au covid-19

INSTITUTIONS

Les maires réunis par le Président de la République

Ce matin, le Président de la République avait convié 22 maires pour un échange à distance sur la stratégie de déconfinement.
Caroline Cayeux, Présidente de *Villes de France* et Maire de Beauvais, mais aussi Luc Bouard, Maire de la Roche-Sur-Yon, Denis Thuriot, Maire de Nevers et Laurent Marcangeli, Maire d'Ajaccio participaient à cet échange.
Caroline Cayeux a rappelé l'engagement et la mobilisation des élus locaux dans la gestion de cette crise. Elle a rappelé que le déconfinement était un véritable défi qui nécessitait un front uni entre l'État et les élus locaux. Pour cela, il est nécessaire de définir une doctrine nationale précise qui définisse les orientations et fixe la philosophie du déconfinement que ce soit sur le port du masque ou l'ouverture des services publics locaux. *Villes de France* a ensuite plaidé pour les mesures puissent être adaptées au niveau territorial puisque la situation sanitaire est différente d'un territoire à un autre. La présidente de *Villes de France* a ensuite souligné que le couple Maire/Préfet avancé par le Président de la République et le Premier Ministre était un couple opérationnel, qui fonctionnait sur le terrain et qui sera en capacité de gérer au mieux la crise au niveau local en conservant quelques souplesses.
Caroline Cayeux a appelé à la présentation rapide du plan de déconfinement afin de rassurer les français mais aussi de permettre aux collectivités et à leurs services de s'organiser au mieux.

POLITIQUE DE LA VILLE

Covid 19 : annonce d'un plan pour la continuité éducative dans les quartiers prioritaires

Le Gouvernement a annoncé le 20 avril avoir lancé *« un plan de 15 millions d'euros immédiatement mobilisables pour renforcer la continuité éducative dans les quartiers prioritaires en appui des actions menées par les collectivités et les associations »*. Ce plan doit permettre d'acheter et de distribuer du matériel informatique et de connexion *« aux élèves des quartiers n'ayant pas les outils nécessaires pour le suivi éducatif à distance »*. En complément, l'accompagnement sera renforcé *« en doublant le nombre d'élèves bénéficiant de mentorat »*. Enfin, un dispositif d'aide aux associations de très grande proximité devrait être aussi mis en place pour soutenir les actions de solidarité dans les quartiers politique de la ville. Premièrement, en ce qui concerne la continuité éducative, ce plan vise à *« amplifier l'action débutée par certaines préfectures et rectorats pour acheter des tablettes numériques et de clés 4G et s'assure qu'elle soit élargie à l'ensemble des quartiers prioritaires. Ce programme exceptionnel s'appuie d'abord sur les 80 cités éducatives. Les crédits 2020 des Cités éducatives seront immédiatement mobilisables pour ces actions. L'enveloppe permettra aussi de couvrir les besoins recensés dans les quartiers, y compris hors périmètre des Cités éducatives. Ces équipements seront mis à disposition, en s'appuyant sur les établissements scolaires, les associations et les collectivités, d'élèves des quartiers prioritaires qui en ont besoin dans le cadre de leur travail à domicile ».* Ce plan prévoit ensuite, un plus grand accompagnement scolaire par le tutorat et le mentorat, et *« un appel au volontariat est lancé aux personnes en services civiques et à tout bénévole - étudiant, actifs, retraités - notamment ceux qui se sont déjà manifestés sur la*

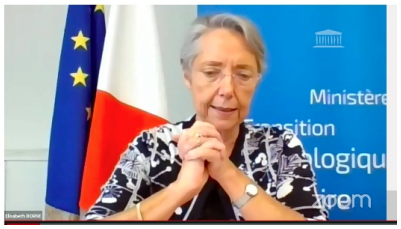
plateforme www.Jeveuxaider.gouv.fr ». Enfin, ce plan repose sur l'implication des associations de proximité. Le ministère a demandé aux préfets de mobiliser *« 5 millions d'euros, sans attendre la nouvelle programmation des contrats de ville, pour soutenir ces acteurs de proximité et de faire face aux dépenses de fonctionnement nécessaires à leur pleine mobilisation durant toute la période de crise ».* En savoir plus sur les Cités éducatives

ENVIRONNEMENT

La majorité des collectivités maintient la collecte des déchets d'emballages

Selon un état des lieux réalisé par l'éco-organisme Citeo à la mi-avril, une forte majorité des collectivités maintiennent leur collecte des emballages légers, des papiers et des emballages en verre. Pour les emballages en verre, elle est maintenue dans 90% d'entre elles, son étude portant sur un échantillon de 90 collectivités représentant plus de 35 millions d'habitants. Pour les emballages légers (plastiques, cartons, métaux) et papiers, 72% des 88 collectivités étudiées, représentant aussi près de 35 millions d'habitants, ont également maintenu leur collecte. Les 7% de collectivités les plus importantes qui ont totalement arrêté leur collecte d'emballages légers l'ont fait en raison de la fermeture des centres de tri. La capacité de traitement des centres de tri est évaluée à 71% mais varie fortement d'une région à l'autre. Les centres de tri sont pour la plupart fermés en Île-de-France, dans les Hauts-de-France et en Occitanie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE



Élisabeth Borne maintient les priorités de transition écologique et accompagne les collectivités

Durant son audition le 16 avril en visioconférence par les députés de la commission du développement durable, Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire, a insisté sur la nécessité de distinguer les mesures d'urgence pour soutenir des secteurs de celles, toujours effectives, liées aux objectifs à atteindre en matière de transition écologique. La ministre a affirmé que les dispositions de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire et de la loi d'orientation des mobilités (LOM) seront bel et bien appliquées. Elisabeth Borne a fait le point sur chaque secteur avec des sujets concernant les collectivités.

Énergies et déchets

Du fait de l'arrêt des chantiers, des projets de développement d'énergies renouvelables sont suspendus. L'approvisionnement de certains méthaniseurs fabriquant du biogaz a été rendu compliqué. Des aménagements de délais ou d'ordre contractuel sont donc à l'ordre du jour et examinés au cas par cas par l'administration.

Concernant les centres de tri des déchets menaçant de fermer, elle a relevé une amélioration de la situation. Une majorité de collectivités maintiennent selon la ministre un service de collecte sélective. Mais la fermeture des déchetteries publiques laisse poindre la crainte de voir s'accumuler des dépôts sauvages. Elisabeth Borne a annoncé un accompagnement des collectivités dans leur réouverture progressive. Des solutions sont explorées pour faire face également à l'augmentation des volumes de déchets de soins médicaux.

Concernant les boues des stations d'épuration produites pendant l'épidémie, que l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) recommande de ne pas épandre sans traitements inactivant le virus, la ministre évoque un accompagnement ciblant les collectivités qui n'ont pas de tel dispositif et qui feront certainement face à des surcoûts pour trouver un processus.

SERVICES PUBLICS

Distribution du courrier : La Poste passe à quatre tournées par semaine

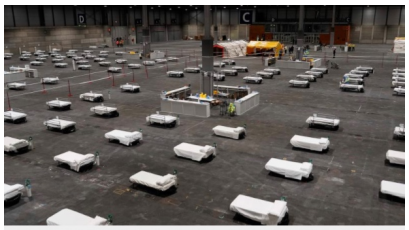
Par voie de communiqué, le Groupe La Poste a fait savoir en début de semaine, que les facteurs passeront désormais à un jour supplémentaire dès le 21 avril dans toute la France, et ce pour la distribution des courriers et des colis. Ainsi, les facteurs et livreurs vont réaliser une distribution basée sur quatre jours consécutifs, au lieu de trois jours actuellement.

Par ailleurs, grâce aux 3 000 personnes en renfort depuis la semaine dernière, la distribution de la presse quotidienne est quant à elle d'ores-et-déjà assurée cinq fois par semaine, du lundi au vendredi et le sera six jours par semaine à

partir du 11 mai.
Le groupe La Poste rappelle également que les services de proximité comme le portage de repas, de médicaments ou les visites de lien social sont maintenus du lundi au samedi depuis le début de la crise.

Présence postale territoriale
La Poste indique également poursuivre ses efforts afin que soient ouverts d'ici la fin du mois d'avril 5 000 bureaux de poste avec des organisations et des niveaux de service adaptés (courrier, colis, Banque Postale et téléphonie mobile). La Poste compte aujourd'hui 3 915 bureaux de poste, 2 985 agences postales communales et 2 113 points postaux chez les commerçants soit un total de 9 013 points de contacts accessibles à tous.
Avec un objectif à fin avril de 5 000 bureaux de poste ouverts et une augmentation du nombre de points de contacts partenaires, La Poste est donc sur la trajectoire des 10 000 points de contact postaux (bureaux de poste et réseaux partenaires) accessibles sur l'ensemble du territoire national tant en milieu rural qu'en milieu urbain à la fin du mois. La liste des bureaux de poste ouverts est en permanence accessible sur laposte.fr.

EUROPE



L'Union européenne active l'aide d'urgence, étendue au Covid

Le Conseil vient de doter ce fonds d'aide d'urgence de 2,7 milliards d'euros supplémentaires. Cette aide d'urgence peut financer les besoins urgents en équipements et matériel médicaux et être mobilisée pour apporter un soutien financier ou logistique aux personnels médicaux, à la prise en charge de patients en provenance d'autres États membres, à la mise en place de structures temporaires de soins ou d'installations de quarantaine, à la mise en œuvre à grande échelle de tests médicaux, à la formation des professionnels de santé ou encore à l'organisation d'essais cliniques ad hoc et à la validation scientifique de produits médicaux.
Outre cette aide d'urgence, le Conseil a voté 300 millions d'euros supplémentaires destinés cette fois au mécanisme de protection civile afin d'accroître ses capacités de constitution de stocks, de coordination et de répartition des équipements médicaux mais aussi 115 millions d'euros pour le cofinancement de mesures de lutte contre la pandémie et 350 millions pour aider la Grèce à faire face *"à l'accroissement des pressions migratoires"*.

HABITAT

Les Assises Nationales du Logement sont reportées au 3 novembre

Villes de France est partenaire cette année de la 3ème édition des Assises Nationales du Logement et de la mixité urbaine, qui est reportée au 3 novembre. Le 16 mars dernier, en raison de l'épidémie de Coronavirus en France et conformément aux recommandations émises par le Gouvernement, la décision a été prise par Batiactu Groupe de reporter l'événement. Le 3 novembre au Conseil économique, social et environnemental, les Assises Nationales du Logement et de la Mixité Urbaine 2020, rempliront leur rôle d'accompagner la filière du cadre de vie dans toutes ses évolutions : elles seront le rendez-vous à ne pas manquer pour l'ensemble des professionnels du cadre de vie, afin de leur apporter une information de qualité et un cadre dédié, propice aux échanges, partages et rendez-vous d'affaires. Cette date permettra à tous de se retrouver dans des conditions optimales.

Inscrivez-vous dès maintenant

EDUCATION

Une initiative en matière de continuité éducative

Le service public d'éducation compte parmi ces services indispensables à la cohésion de la nation. Enseignants et agents d'éducation s'engagent depuis plus d'un mois désormais pour maintenir, avec l'aide des parents, un lien avec leurs élèves et poursuivre - à distance - leur mission pédagogique et éducative.
Pour autant, près d'un enseignant sur deux n'est pas formé à l'utilisation des outils numériques à des fins éducatives (OCDE, étude PISA, 2019). Fort de ce constat, une initiative *"Continuité Pédagogique"* est née le 14 mars afin de soutenir les enseignants dans la gestion de cette période d'enseignement à distance, aussi bien pendant le confinement que dans les semaines qui suivront.

Cette initiative regroupe des citoyens d'horizons divers (développeurs, enseignants, associatifs, acteurs du logiciel libre, cadres de la fonction publique, chercheurs, salariés, etc.)
Au terme d'un appel initié le 19 mars, plus de 800 volontaires se sont inscrits sur notre plateforme afin de contribuer aux actions que nous proposons :
- une permanence en ligne par visioconférence et chat ;
- une salle des profs virtuelle ;
- une cartographie participative pour identifier les pratiques numériques des enseignants, des parents, des élèves et des étudiants pour continuer à apprendre.
Référencée par le site Béta Gouv et le site French Impact cette plateforme propose des contenus et données générés libres de droits et mis gratuitement à disposition des communauté éducatives, académiques et des acteurs publics.

INTERNATIONAL

Cités Unies France lance un appel spécial pour le collectivités africaines face au covid-19

Après l'Asie, l'Europe, les Amériques, c'est maintenant le continent africain qui est touché par cette crise. Beaucoup de territoires africains sont dans l'incapacité de mettre en place des plans de confinement effectifs pour la population, et les risques liés aux difficultés d'approvisionnement alimentaire et de délivrance de soins sont avérés. Comme ailleurs dans le monde, les collectivités territoriales africaines sont en première ligne face à la crise, mais elles manquent de tout. Aussi, pour répondre à cette préoccupation des élus français, et à leur demande, Cités Unies France (le réseau des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale) a décidé la semaine dernière de lancer un Appel spécial pour l'Afrique et d'ouvrir un fonds de solidarité avec deux objectifs :
1 - A court et moyen termes, il s'agira d'apporter une aide aux collectivités territoriales africaines les plus en difficulté ;
2 - A plus long terme, notre action pourra aussi intervenir dans la phase de réhabilitation et de résilience qui suivra l'urgence humanitaire. La réflexion sera poursuivie avec les collègues africains de Cités Unies France sur les projets à construire, notamment sur les enjeux sanitaires, sociaux et économiques, pour bâtir des territoires plus résilients.
Ce fonds peut être abondé par toutes les collectivités territoriales françaises qui le souhaitent, ainsi que par d'autres bailleurs, et sera ouvert pendant toute la durée de la crise, et probablement au-delà, ce qui permettra également de tenir compte des incertitudes et contraintes administratives actuelles dans les communes et intercommunalités françaises. Un compte a été ouvert à cet effet et est à la disposition des collectivités françaises qui souhaitent faire un don et s'engager aux côtés de Cités Unies France. Ce même appel à solidarité sera relayé au niveau européen et mondial à travers CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis), afin de proposer une démarche concertée qui aura pour objectif de renforcer l'impact de l'aide que Cités Unies France apportera.

Pour toute information complémentaire, et pour participer à cette initiative, il est possible de contacter :
M. Simoné Giovetti, Chef Mission Internationale, Europe, Crises à Cités Unies France
01 53 41 81 87 /

Edité par Villes de France
94 rue de Sèvres - 75007 Paris
Tél. : 01 45 44 99 61
http://www.villesdefrance.fr
© O.U. © Fotolia

Directeur de la publication
Gil Avérous
Directeur délégué
Jean-François Debat

Rédacteur en chef
Guillaume Ségala
Rédaction
Armand Pinoteau, Margaux Beau, Arthur Urban, Anaëlle Chouillard
Secrétariat
Anissa Ghaidi